

Le 04 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SICED BRESSE-NORD (transit)

Mairie
71310 Serley

Références : CP/MV/2023/C_205
Code AIOT : 0025300092

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement SICED BRESSE-NORD (transit) implanté Le Roselay 71310 Dampierre-en-Bresse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICED BRESSE-NORD (transit)
- Le Roselay 71310 Dampierre-en-Bresse
- Code AIOT : 0025300092
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Syndicat Intercommunal de Collecte et d'Élimination des Déchets de la Bresse du Nord (SICED BRESSE NORD) est né en 1981. Son siège social se situe au 391 rue des Autelins à 71310 SERLEY. Il regroupe aujourd'hui 46 communes, soit plus de 30 331 habitants. Il gère actuellement 6 déchetteries et un quai de transfert des ordures ménagères résiduelles.

L'inspection a concerné le site de Dampierre en Bresse qui comporte une déchetterie et le quai de transfert.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- gestion des eaux
- protection incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/09/2017, article 7.2.2	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/09/2017, article 7.1.7	Sans objet
8	Effluents - Aménagement points de rejets - Contrôle VL	Arrêté Préfectoral du 15/09/2017, article 4.4.5.2 et 9.2.2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/09/2017, article 1.2.1	Sans objet
3	Confinement des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/09/2017, article 7.3.1 - V	Sans objet
5	Local de stockage des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 15/09/2017, article 8.1.2.1	Sans objet
6	Effluents - Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 15/09/2017, article 4.4.3	Sans objet
7	Effluents - Points de rejets	Arrêté Préfectoral du 15/09/2017, article 4.4.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 09/11/2023 a permis de constater 3 non conformités concernant :

- les installations électriques qui n'avaient pas fait l'objet de vérifications périodiques,
- la protection incendie, le site était sous doté en extincteur,
- le contrôle de la qualité des eaux pluviales rejetées au milieu naturel qui n'était pas réalisé.

Suite à l'inspection, l'exploitant a engagé les actions de nature à corriger rapidement ces écarts. Les bons de commandes datés et signés des prestations attendues ont été adressés à l'inspection des installations classées. A ce stade, il n'est pas proposé pas de sanctions administratives. **L'exploitant devra adresser les justificatifs du retour à la conformité à l'inspection des installations classées avant le 1^{er} mars 2024.**

Par ailleurs, des modifications ayant été apportées aux activités de l'établissement de Dampierre, il est rappelé à l'exploitant qu'il doit les porter à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R. 181-46-II du code de l'environnement, avant le 1^{er} mars 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2017, article 1.2.1				
Thème(s) : Situation administrative, Liste des ICPE				
Prescription contrôlée :				
Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées				
Rubriques	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé		Régime
2791-1	Installations de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. 1. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.	Maxi = 184 t/j	Broyage de déchets de bois = 170 t/j Broyage de déchets verts = 184 t/j	A
2710-1.b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t.	4,4 tonnes		DC
2710-2.c	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : c) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³ .	279 m ³		DC
2714 -2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Déchets de bois = 942 m ³		D
2716 -2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Maxi = 892 m ³	Ordures ménagères résiduelles = 92 m ³ Déchets verts = 800 m ³	DC

Constats :

D'après l'exploitant, le broyage des déchets verts (DV) et des déchets de bois, auparavant effectué par campagne par 2 prestataires, n'est plus réalisé sur le site depuis début 2023. Après massification, les déchets verts sont dirigés vers sur une plateforme de compostage par le SICED.

Les déchets de bois sont orientés vers un centre de valorisation (Bourgogne Recyclage).

L'établissement n'exerce plus d'activité relevant de la rubrique 2791-1 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées.

Avec cette nouvelle organisation, le volume de déchets concernés susceptibles d'être présents est réduit à environ 100 m³ de déchets verts contre 800 m³ initialement déclarés et à 20 m³ de déchets de bois contre 942 m³ initialement déclarés.

La visite du site a permis de constater cette réduction des volumes en transit.

L'activité de transit des ordures ménagères résiduelle (OMR) est inchangé. La visite a permis de constater la présence d'une seule semi-remorque FMA en chargement.

<p>Concernant l'activité "déchetterie", l'exploitant a fait évoluer l'offre aux usagers en ajoutant une benne pour les déchets de plâtre de 15 m³ et une benne de 25 m³ pour les déchets plastiques. L'activité "point d'apport volontaire" (PAV) a été supprimée. Les conteneurs ont été évacués de la zone d'apport.</p> <p>L'inspection n'a pas permis de faire un point précis sur les volumes de déchets non dangereux susceptibles d'être présents au niveau de l'installation de collecte.</p> <p>L'inspection a permis de constater que l'exploitant n'exerçait pas d'activités visées par d'autres rubriques de la nomenclature que celles figurant dans son autorisation. L'arrêt du broyage a pour effet de faire basculer le site du régime de l'autorisation à celui de la déclaration avec contrôle (DC), sous réserve que le volume de déchets non dangereux susceptibles d'être présent dans la déchetterie reste bien inférieur à 300 m³ (seuil de basculement dans le régime d'enregistrement), ce que devra vérifier l'exploitant.</p> <p>L'exploitant portera à la connaissance du préfet les modifications apportées à l'activité de l'établissement en application de l'article R. 181-46-II du code de l'environnement, avant le 1^{er} mars 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Vérification des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2017, article 7.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conformité n° 1 : L'exploitant n'a pas fait vérifier les installations électriques du site de Dampierre.</p> <p>Suite à la visite du site, le SICED Bresse-Nord a adressé à l'inspection des installations classées un bon de commande signé le 13/11/2023 pour la vérification des installations électriques des déchetteries du SICED. Le bon de commande précise que l'intervention est souhaitée avant la fin de l'année 2023.</p> <p>En conséquence, il n'est pas proposé de sanction administrative mais l'exploitant devra adresser le rapport de vérification et le plan d'actions prévu pour corriger les éventuels écarts.</p> <p>Demande de complément n° 2 : L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées le rapport de vérification des installations électriques du site de Dampierre et le plan d'actions prévu pour corriger les éventuels écarts. Ce rapport devra être transmis dès réception, et au plus tard le 1^{er} mars 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 3 : Confinement des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2017, article 7.3.1 - V
Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par l'obturation des réseaux de collecte d'eaux pluviales et représente : <ul style="list-style-type: none">• un volume de 150 m³ au niveau de la plate-forme de déchets verts et de bois,• un volume de 120 m³ au niveau de la déchetterie et du quai de transit. Les aires formant rétention sont représentées sur le plan annexé au présent arrêté. L'exploitant établi une consigne définissant les modalités de mise en œuvre du confinement. Un panneau bien visible mentionne l'emplacement des vannes permettant l'obturation des réseaux. Les vannes sont accessibles en permanence.
Constats : Les eaux pluviales de la plateforme des déchets verts/bois et de la déchetterie sont collectées par deux réseaux distincts. L'inspection a permis de vérifier que ces réseaux étaient munis de vannes de confinement situées avant les points de rejet permettant de contenir les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre à l'intérieur du site. Suite à la visite, l'exploitant a adressé les consignes définissant les modalités de confinement des deux zones et les photos justifiant la mise en place des panneaux de signalement des vannes qui n'étaient pas présents le jour de l'inspection. La configuration du site n'ayant pas évolué depuis l'arrêté préfectoral de 2017, le volume des zones de confinement n'a pas été contrôlé lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2017, article 7.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Risque d'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] <ul style="list-style-type: none">• d'un poteau d'incendie normalisé de 100 m/m (NF S 61213) d'un réseau public ou privé dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression de 1 bar, placé en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale ne soit pas supérieure à 200 m. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services

<p>départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un poteau incendie public de diamètre 100 mm est situé à proximité de l'entrée du site. Il a fait l'objet d'une vérification par le gestionnaire du réseau le 04/11/2022. Le rapport confirme le respect du débit normalisé de 60 m³/h sous 1 bar.</p> <p>Le jour de la visite, le site était doté d'un seul extincteur qui a été vérifié le 20/04/2023 (hors extincteurs présents dans les véhicules). L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le dimensionnement de la protection incendie du site par les extincteurs.</p> <p>Suite à la visite, il a sollicité l'avis d'une société spécialisée qui a confirmé la sous dotation du site et proposé un devis pour l'ajout de 4 extincteurs supplémentaires. Le SICED a communiqué le bon commandement de la prestation signé le 16/11/2023.</p> <p>Non conformité n° 2 : La protection incendie n'était pas conforme le jour de la visite.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant a engagé les actions de nature à corriger rapidement cette non-conformité.</p> <p>Il n'est pas proposé de suite administrative mais l'exploitant devra confirmer avoir complété la dotation du site en extincteurs selon les recommandations de son prestataire (certificat N4 attendu).</p> <p>Demande de complément n° 3 : Avant le 1^{er} mars 2024, l'exploitant confirmera à l'inspection avoir complété la dotation du site en extincteurs selon les recommandations de son prestataire (certificat N4 attendu).</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 5 : Local de stockage des déchets dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2017, article 8.1.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries et sur rétention, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.</p> <p>A l'exclusion des huiles et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le</p>

personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent en aucun cas, être stockés à même le sol.

Chaque local de stockage de déchets dangereux est rendu inaccessible au public (à l'exception des stockages d'huiles et de piles).

Les réceptacles des déchets dangereux comportent un système d'identification des dangers inhérents aux différents produits stockés.

Le stockage est organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères/ ou de rayonnage).

Dans les locaux d'entreposages de déchets dangereux, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation ; elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser et rappelant les consignes à mettre en œuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée du local de stockage ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et un rappelant l'interdiction de fumer.

Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi, est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

A tout moment l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets contenu dans le local de stockage.

Constats :

Le site dispose de 2 locaux fermés pour le stockage des déchets dangereux. Ils sont dotés de détecteurs de fumées et sont dépourvus d'installations électriques.

Les conditions d'entreposage et la signalisation des dangers n'appellent pas de remarque particulière.

En revanche, l'exploitant n'avait pas établi le plan des locaux le jour de l'inspection. Ils ont été adressés à l'inspection des installations classées quelques jours après la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Effluents - Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2017, article 4.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de

conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les deux réseaux de collecte des eaux pluviales de ruissellement sont équipés chacun d'un séparateur à hydrocarbures. L'exploitant a indiqué qu'il réalisait un nettoyage annuel. Il lui a été rappelé qu'un nettoyage était à prévoir lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement.

Seul l'un des deux ouvrages avait fait l'objet d'un nettoyage en décembre 2022 par une entreprise spécialisée. L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer pourquoi le second n'a pas été traité lors de cette intervention. Il lui est rappelé qu'il devait tenir à jour la fiches de suivi des ouvrages.

Suite à la visite, l'exploitant a communiqué un bon de commande signé le 16/11/2023 pour la vidange et le nettoyage des deux séparateurs du site pour une intervention souhaitée avant la fin de l'année. Le bon de commande précise que le fonctionnement des dispositifs d'obturation est à vérifier.

Demande de complément n°4 : L'exploitant transmettra avant le 1^{er} mars 2024 l'attestation de vidange et de nettoyage des deux séparateurs du site, et de bon fonctionnement des dispositifs d'obturation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Effluents - Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2017, article 4.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	EP 1
Nature des effluents	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées provenant des voiries, des aires de stockage de la déchetterie et du quai de transit des ordures ménagères résiduelles.
Exutoire du rejet	Fossé longeant le chemin de la Motte Trénard puis milieu naturel vers les étangs du bois du Roselay.
Traitement avant rejet	Déboureur-séparateur d'hydrocarbures.

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	EP 2
Nature des effluents	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées provenant des voiries et de la plateforme de stockage des déchets de bois et des déchets verts.
Exutoire du rejet	Fossé longeant le chemin de la Motte Trénard puis milieu naturel vers les étangs du bois du Roselay.
Traitement avant rejet	Déboureur-séparateur d'hydrocarbures.

Constats :

L'inspection a permis de constater qu'en sortie des séparateurs, les canalisations d'eaux pluviales du site aboutissaient dans un premier fossé puis rejoignaient le fossé longeant un chemin forestier/agricole via une buse passant sous le chemin en question.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Effluents - Aménagement points de rejets - Contrôle VL

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2017, article 4.4.5.2 et 9.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Article 4.4.5.2

Il est prévu sur les rejets EP1 et EP2 un point de prélèvement d'échantillons et de mesures (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 9.2.2

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant
	Périodicité de la mesure
Ensemble des paramètres définis à l'article 4.4.6 et 4.4.10	Annuelle

Constats :

Article 4.4.5.2

Les points de rejets au milieu naturel décrits dans le précédent point de contrôle n'étaient pas aisément accessibles et étaient encombrés par la végétation. Rendus accessibles, ils peuvent permettre la prise d'échantillons ponctuels mais il semble plus difficile d'y mettre en place des instruments de mesures ou de prélèvement.



Article 9.2.2

Non conformité n° 3 : L'exploitant ne réalise pas le contrôle annuel de la qualité de ses rejets.

Suite à la visite, le SICED a adressé à l'inspection des installations classées un bon de commande signé le 17/11/2023 pour une prestation de contrôle des rejets de l'ensemble des déchetteries du SICED.

Le bon de commande indique que la prestation est attendue dès que possible.

S'agissant d'eaux pluviales, un prélèvement ponctuel (ou un échantillon composite) pourra être envisagé.

L'inspection ne propose pas de sanction administrative pour cet écart dans la mesure où l'exploitant a engagé les actions de nature à satisfaire rapidement à la prescription. Il devra néanmoins confirmer la bonne réalisation de ce contrôle et adresser les résultats à l'inspection.

Demande de complément n° 3 : L'exploitant confirmera à l'inspection la bonne réalisation du contrôle de ses eaux pluviales et adresser les résultats à l'inspection, au plus tard le 1^{er} mars 2024.

Type de suites proposées : Susceptible de suites